

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale

Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour.
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coût.

Endroit et date : **AUCUN VOYAGE EN 2019-2020**

But du voyage :

Personnes rencontrées :

Coût :

Personne visée :

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).
<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION CONSEIL DES MINISTRES ET CABINETS

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :

- a) les raisons du déplacement;**
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) les coûts ventilés;**
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicités pour l’Observatoire de la Capitale	Gré à gré
Office du tourisme de Québec (OTQ)	
Description :	Publicités et rédactionnels dans le guide touristique annuel et sur le site Web de l’OTQ.
Coût :	5 752 \$
Voilà Québec - campagne annuelle globale	
Description :	Publicités et rédactionnels dans les magazines, les cartes touristiques et concierges, le répertoire des hôteliers, aux coupons-rabais et sur le Web de Voilà Québec.
Coût :	17 275 \$
Société des attractions touristiques du Québec – campagne annuelle globale	
Description :	Publicités numériques, publicités dans le Guide des vacances au Québec (anglais et français) et distribution de dépliants.
Coût :	6 490 \$

Tourisme Québec

Description : Affichage annuel de format 24 pouces X 36 pouces derrière le comptoir d’accueil du bureau d’informations touristiques du 12, rue Sainte-Anne.

Coût : 2 550 \$

Communication Média Plus

Description : Distribution de dépliants de l’Observatoire de la Capitale dans le réseau des hôtels de la région de Québec pour la période de juin 2018 à janvier 2019.

Coût : 3 900 \$

Maison 1608

Description : Publicité dans le magazine du Château Frontenac distribué dans toutes les chambres et disponible dans les zones d’accueil.

Coût : 1 200 \$

Revue *Bienvenue* (Paradigme affaires publiques)

Description : Publicité dans le guide touristique officiel dédié à tous les croisiéristes de Québec.

Coût : 1 475 \$

Voyage Tour Étudiant

Description : Publicité sur le marché ontarien dans le guide de tours et de voyages+ étudiants.

Coût : 1 300 \$

Participation à la tournée 6/20 (Aquarium de Québec)

Description : Participation (distribution de feuillets et publicités Web) à la tournée de regroupement de 6 attrait de la capitale afin d’offrir une plus-value aux visiteurs.

Coût : 627 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Funiculaire de Québec – association annuelle

Description : Affichage annuel de format 11 pouces X 17 pouces à l'accueil du Funiculaire.

Coût : 995 \$

Location de présentoirs – 12, rue Sainte-Anne et Maison du tourisme St-Nicolas

Description : Location d'un espace de présentoir pour la distribution de dépliants.

Coût : 1 211 \$

Deschamps Impression

Description : Impression de dépliants pour l'Observatoire de la Capitale.

Coût : 815 \$

Publicités salles à louer de la Commission (accueil capitale) Gré à gré

Média St-Joseph

Description : Publicité des salles à louer dans l'édition été-automne du magazine Mariage Québec.

Coût : 1 500 \$

Salleprivée.ca – entente annuelle

Description : Inscription, rédactionnels et visites virtuelles de salles à louer sur le site salleprivée.ca.

Coût : 2 028 \$

ALSQ (Association de locations de salles du Québec)

Description : Rédactionnel et photos des salles à louer sur le site Web de l'ALSQ.

Coût : 180 \$

Publicités pour le programme Découvrir la capitale nationale Gré à gré

AQEP (Association québécoise des enseignants du primaire)

Description : Publicités dans le magazine Vivre le primaire produit par l'AQEP.

Coût : 1 135 \$

Carrément Design, Groupe ETR, Groupe CCL

Description : Impression de dépliants du programme Découvrir la capitale pour envois ciblés aux écoles et distributions diverses.

Coût : 1 609 \$

SPHQ – AQEUS

Description : Distribution de dépliants du programme Découvrir la capitale dans la trousse des participants lors des congrès de ces associations.

Coût : 400 \$

Communications numériques Gré à gré

Facebook et Instagram

Description : Publicités sur les médias sociaux pour divers produits de la Commission tels l'Observatoire de la Capitale et les salles à louer.

Coût : 8 418 \$

Active Campaign

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 706 \$

Eflyermaker

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 144 \$

GoDaddy

Description : Pour les noms de domaine des sites Web de la Commission et les certificats de sécurité.

Coût : 152 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Actions institutionnelles	Gré à gré
Société historique de Québec	
Description :	Achat d'espaces publicitaires (3) dans le calendrier des vues anciennes de Québec.
Coût :	550 \$
Mono-Lino	
Description :	Impression de coroplasts institutionnels de visibilité à fournir au Grand Défi Pierre-Lavoie
Coût :	279 \$
IN Imagerie Numérique	
Description :	Corrections au panneau de chantier du projet de belvédère de la côte de Sillery
Coût :	173 \$
Publicités pour le 25 ^e anniversaire de la Commission	Gré à gré
Mono-Lino	
Description :	Impression d'un polyester à installer sur structure roll-up existante de la Commission.
Coût :	155 \$
Chant-ô-Fêtes	
Description :	Commande de ballons aux couleurs du 25 ^e anniversaire de la Commission.
Coût :	94 \$
Conférence de presse – annonce du projet de mise en lumière du collège de Champigny	Gré à gré
Marc-André Grenier photographe	
Description :	Prise de photos officielles lors de l'annonce du projet de la mise en lumière du collège de Champigny le 24 avril 2019.
Coût :	265 \$

Groupe ETR

Description :	Impression d'un coroplast de l'image de synthèse de la mise en lumière du collège de Champigny et des collaborateurs.
Coût :	55 \$
National	
Description :	Location de l'équipement de sonorisation pour l'annonce du projet de mise en lumière du collège de Champigny le 24 avril 2019.
Coût :	685 \$
Cision	
Description :	Pour la diffusion sur le fil de presse du communiqué officiel d'annonce du projet de mise en lumière du collège de Champigny le 24 avril 2019.
Coût :	643 \$

Conférence de presse – lancement des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain
Gré à gré

Jean-Philippe Labrie photographe

Description :	Prise de photos officielles lors du lancement des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain le 19 juin 2019.
Coût :	150 \$
Copies de la Capitale	
Description :	Impression d'autocollants pour les casques de chantier de la photo officielle du lancement des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain le 19 juin 2019.
Coût :	59 \$
Cision	
Description :	Pour la transcription d'une entrevue réalisée lors du lancement des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain le 19 juin 2019.
Coût :	80 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Consultation en ligne phase 3 PSdeC - Déplacement de la voie ferrée		Gré à gré
Journal de Québec		
Description : Publicités pour annoncer et favoriser la participation à la consultation en ligne du 9 au 26 mars 2019 au sujet du déplacement de la voie ferrée dans le cadre des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.		
Coût : 2 738 \$		
Groupe ETR		
Description : Envois postaux aux résidents pouvant être intéressés de plus près à la consultation en ligne du 9 au 26 mars 2019 au sujet du déplacement de la voie ferrée dans le cadre des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.		
Coût : 754 \$		
Contrat ou mandats en graphisme		Gré à gré
Pro-Actif		
Description : Développement de la ligne graphique et mise en page du rapport annuel 2018-2019 de la Commission.		
Coût : 3 450 \$		
LG2		
Description : Développement d'une grille graphique pour les panneaux ornithologiques du parc des Moulins.		
Coût : 506 \$		
Mathieu Plante - Design et graphisme		
Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d'affichage et de documents administratifs de la Commission.		
Coût : 7 809 \$		

Contrat ou mandats pour articles promotionnelles		Gré à gré
Imprimerie Nicober		
Description : Bloc-notes corporatifs (1000) pour activités locatives.		
Coût : 625 \$		
Publicité MACA		
Description : Stylos personnalisés au logo de la CCNQ (2000) pour activités locatives.		
Coût : 2 780 \$		

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphe 24**).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

4. PUBLICITÉ SUR INTERNET

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Aucune.

5. CONFÉRENCES DE PRESSE, ÉVÉNEMENTS

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement.

Par le ministère ou l’organisme

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d’événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d’événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement.

24 avril 2019 :	Conférence de presse - Annonce du projet de mise en lumière du collège de Champigny Coût : 1 648 \$
26 avril 2019 :	Conférence de presse - Annonce du projet de la pointe Benson à Lévis Coût : 0 \$
10 mai 2019 :	Photo-op avec artiste et mécène de l’œuvre Autoportrait au parc de l’Amérique-Française Coût : 0 \$
19 juin 2019 :	Conférence de presse – Lancement officiel des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 328 \$
8 août 2019 :	Dévoilement de l’œuvre en hommage aux frères Stastny Coût : 0 \$
5 décembre 2019 :	Dévoilement de l’œuvre en hommage à Joe Malone Coût : 0 \$
12 décembre 2019 :	Mise en lumière officielle du collège de Champigny Coût : 0 \$

PRÉVISIONS POUR 2020-2021

Été 2020	Inauguration du belvédère de la côte de Sillery Coût estimé : 2 000 \$
----------	---

6. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Aucun montant dépensé en 2019-2020.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Une formation en communication générant des dépenses a été suivie en 2019-2020 :

Montant	Organisateur	Description de l'activité	But
575 \$	Québec Numérique	Web à Québec – 9 ^e édition	Développement des connaissances

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

7. FORMATION EN COMMUNICATION PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;**
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Aucune.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

8. CONTRATS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

DÉTAIL AUX PAGES SUIVANTES

8. CONTRATS

APPELS D'OFFRES SUR INVITATION

Fournisseur	Objet du contrat	Montant
Agritex Québec	Fourniture et livraison d'un véhicule utilitaire côte à côte pour la Commission	18 645,00 \$
Aiglon Indigo	Fourniture et livraison de vivaces et d'arbustes pour la promenade Samuel-De Champlain	23 643,45 \$
Alarme et sécurité Dynamique	Entretien des systèmes de surveillance des bâtiments sous la gestion de la Commission	6 120,00 \$
Av-Tech inc.	Entretien et réparation d'équipement de cuisine commerciale dans les bâtiments de la Commission	14 675,00 \$
Buanderie Victoria	Service de buanderie pour le domaine Cataraqi et l'Observatoire de la Capitale	10 798,75 \$
Cam-Trac Bernières inc.	Entretien des véhicules utilitaires de la Commission	21 635,40 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Achat de drapeaux internationaux pour les parcs et espaces verts de la Commission ainsi que pour le parc de l'Amérique-Latine	8 960,00 \$
Garage Charlesbourg Certi-Pro inc.	Inspection, entretien, réparation et installation d'équipements sur la flotte des véhicules routiers de la Commission	6 150,00 \$
GFL Environnemental inc.	Location de conteneurs à déchets et matières recyclables et la collecte de matières résiduelles pour les parcs et espaces verts de la Commission	23 880,00 \$
Groupe F.V.P. inc.	Nettoyage des surfaces dures à la promenade Samuel-De Champlain	23 500,05 \$
Hydralis inc.	Entretien des systèmes d'irrigation dans les parcs de la Commission	15 439,10 \$
L.E.Q.E.L.	Travaux d'arboriculture sur demande pour les travaux urgents de sécurisation des parcs de la Commission	13 490,00 \$
La jardinerie Fortier inc.	Fourniture et livraison des plantes annuelles pour le parc du Bois-de-Coulonge, le domaine Cataraqi et le parc des Moulins	10 565,75 \$
Lachance & fils inc.	Inspection, entretien et réparation des équipements motorisés de la Commission	9 570,00 \$
Les Installations Dualtech Inc.	Achat et installation d'équipements audio-visuel	12 689,00 \$
Les Placements Martin Rivard inc.	Ramassage et disposition des biens excédentaires de la Commission de la capitale nationale du Québec	4 683,00 \$
Marie-Claude Bourque	Entretien du potager du domaine Cataraqi	11 050,00 \$
Mono-Lino	Impression, livraison, réparation, installation et démontage des oriflammes - Promenade Samuel-De Champlain et domaine Cataraqi	17 598,00 \$
Pro-Actif	Production graphique du rapport annuel 2018-2019	3 450,00 \$
Référence systèmes inc.	Fourniture et livraison d'ordinateurs et d'écrans pour la Commission	19 662,39 \$

8. CONTRATS

GRÉ À GRÉ

Fournisseur	Objet du contrat	Montant
9182-9374 Québec inc. (SIJM)	Expertises et inspections des systèmes antichutes des toitures des Nouvelles-Casernes, phase 2	3 365,00 \$
Air Diagnostic	Évaluation de la qualité de l'air dans les maisons Brassard, Cayouette et Bernard au parc des Moulins	1 600,00 \$
Arboréal Québec ltée	Transplantation d'arbres de type résineux au parc des Moulins	6 300,00 \$
Armand Lapointe Équipements inc.	Achat d'équipements et outils mécaniques pour l'entretien des parcs	4 623,64 \$
Atlantis Pompe Sainte-Foy	Contrat à exécution sur demande - Entretien des pompes des systèmes d'arrosage au parc du Bois-de-Coulonge et au parc des Moulins	4 125,00 \$
Biobag Canada	Achat de sacs pour déjections canines pour les distributeurs de la Commission	1 520,00 \$
Bisson et Associés inc.	Expertise judiciaire en architecture pour poursuite	3 000,00 \$
Brille-O-Max	Nettoyage des gouttières au domaine Catarqui, au parc du Bois-de-Coulonge, au parc des Moulins et à la promenade Samuel-De Champlain	2 830,00 \$
Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	Services professionnels en relation de travail	15 500,00 \$
Canac Marquis Grenier	Achat de fournitures, d'équipement de jardinage et de quincaillerie pour les parcs de la Commission	6 048,93 \$
Cendrine Audet, Littera	Révision linguistique 2019-2020	2 000,00 \$
Centre agricole Bienvenue	Pesticide verger du parc du Bois-de-Coulonge Bienvenue	1 557,40 \$
Centre agricole Bienvenue (Rougemont)	Achat d'un casque Kasco K80S T9R et 4 filtres ZA2P3	1 071,00 \$
Centre Loca-tout inc.	Achat d'un motoculteur pour le parc du Bois-de-Coulonge	2 819,00 \$
Cimetière Notre-Dame-des-Neiges	Installation, entreposage et vérification de 7 plaques signalétiques au sol	6 381,12 \$
CPU Service d'ordinateur inc.	Entente de services pour support informatique 2019-2020	2 500,00 \$
CPU Service d'ordinateur inc.	Entente de support informatique CPU-Service	1 875,00 \$
Créations Manitou inc.	Articles divers pour la revente à l'Observatoire de la Capitale	1 812,00 \$
Daoust Lestage inc.	Services en architecture - Belvédère de la côte de Sillery	19 064,00 \$
De Rico, Hurtubise et Associés inc.	Évaluation marchande pour le parc des Moulins	9 750,00 \$
Denis Bouchard	Assistance de suivi de travaux dans les différents parcs et espaces verts de la Commission	9 500,00 \$
Douglas Consultants inc	Services professionnels / Génie de structure, réfection de la toiture de la villa du domaine Catarqui	4 500,00 \$
Douglas consultants inc.	Services professionnels en génie de structure pour la réfection du plancher du comble du caveau à légumes au parc du bois-de-Coulonge	7 250,00 \$

8. CONTRATS

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

8. CONTRATS

Fournisseur	Objet du contrat	Montant
Édilex	Licence d'abonnement pour système de rédaction de documents d'appel d'offres et de contrats	11 000,00 \$
Entreprise de formation Dimensions	Remorque sur mesure avec support pour outils pour les horticultrices au parc des Moulins	1 650,00 \$
Équipement de sécurité du Québec	Achat d'équipement de sécurité	1 383,05 \$
Équipement motorisé Saint-Nicolas inc.	Achat d'un souffleur électrique, de deux batteries et d'un chargeur	1 289,80 \$
Équipements Jocelyn Frenette inc.	Réparation de la transmission et installation d'équipements sur le Cub Cadet au parc des Moulins	4 720,00 \$
Folia Design inc.	Entretien des végétaux entreposés et des plantes dans les salles locatives du domaine Cataract et du parc du Bois-de-Coulonge	4 834,00 \$
Gagnon Lévesque inc.	Achat de vêtements corporatifs	2 707,40 \$
Géolocalisation SPRCP Inc. (Pagé-Leclair, société d'arpenteurs géomètres)	Promenade Samuel-De Champlain phase 3 - Achat du terrain CN - services d'un arpenteur-géomètre pour un acte de lotissement	4 909,11 \$
Gérard Bourbeau et Fils inc.	Achat de matériel et de fournitures de jardinage pour les parcs de la Commission	4 800,06 \$
Gestion Vert-Sol-Eau	Entretien des bassins d'eau au parc du Bois-de-Coulonge et au domaine Cataract	10 633,00 \$
Groupe Akifer inc.	Évaluation environnementale phase 1 pour le parc des Moulins et les boisés adjacents	3 500,00 \$
Groupe F.V.P. Inc.	Entretien des surfaces dures de la promenade Samuel-De Champlain	5 975,00 \$
Groupe Geniarp inc.	Services d'arpentage pour le mur de remblai au domaine Cataract	3 000,00 \$
Guy Simard	Support, élaboration d'un guide pratique pour la réalisation optimale d'un projet lumière	24 500,00 \$
H2pro Entretien de piscines et spas	Entretien de la fontaine au parc de la Francophonie	5 180,00 \$
Harton et Proteau inc.	Réparation de deux murets en pierres au parc du Bois-de-Coulonge	5 000,00 \$
Home Dépôt du Canada	Achat de fournitures et d'équipement de jardinage et de quincaillerie pour les parcs de la Commission	2 367,70 \$
Informatique Pro-Contact inc.	Achat de huit écrans HP 24 pouces	1 972,00 \$
JC Ricard	Articles pour revente à la boutique de l'Observatoire de la Capitale	1 094,30 \$
JC Ricard	Achat d'articles pour revente à l'Observatoire de la Capitale	3 200,00 \$
Jobillico inc.	Affichage de postes sur le site de Jobillico pour une période de deux ans	3 411,00 \$
KPMG	Service d'accompagnement dans la revue du modèle organisationnel	19 500,00 \$
L. E. Q. E. L.	Travaux d'arboriculture sur demande pour l'automne 2019 et l'hiver 2020	8 100,00 \$
La Capitale immobilière MFQ inc.	Travaux de peinture pour la cuisine et pour des retouches dans deux cubicules au bureau du siège social de la Commission	1 107,70 \$

8. CONTRATS

Fournisseur	Objet du contrat	Montant
La Capitale immobilière MFQ inc.	Ajout de luminaires dans la salle Taché	1 017,60 \$
La Shop de l'évènement inc. (Happening cuisine de rue)	Service d'accompagnement pour l'organisation et la gestion des camions de cuisine de rue au Quai-des-Cageux	1 000,00 \$
Lamontagne consultants	Traitements phytosanitaires des ormes au parc du Bois-de-Coulonge	9 600,00 \$
Landscape Forms inc.	Pièces de remplacement pour parasols au quai des Cageux	1 667,26 \$
Langlois avocats, s.e.n.c.r.l.	Services juridiques	15 000,00 \$
Laro Expert-conseil inc.	Services d'ingénierie en structure pour la restauration de l'œuvre Las Alas de Mexico	3 500,00 \$
L'Atelier du Bronze inc.	Restauration des ailes de l'œuvre Las Alas de la Ciudad à la promenade Samuel-De Champlain	14 280,00 \$
Laurent Labbé & fils	Réalisation d'une zone de débarcadère dans le stationnement P1 de la promenade Samuel-De Champlain	3 296,60 \$
Lee Hecht Knightsbridge corp	Services en transition de carrière	5 550,00 \$
Lepage Signature inc.	Remplacement et réparation de vitres au parc du Bois-de-Coulonge et au domaine Cataraqi	5 769,75 \$
Les Artisans du Paysage	Fabrication, installation et démontage des décors de Noël des salles et des espaces disponibles en location dans les différents sites de la Commission	8 798,91 \$
Les Équipements Jocelyn Frenette inc.	Réparation / transmission Véhicule utilitaire CUB CADET	4 310,00 \$
Les Installations Dualtech	Entretien des projecteurs de l'Observatoire de la Capitale	1 275,00 \$
Les vivaces du Merle Bleu inc	Achat de vivaces et d'arbustes pour le domaine Cataraqi, le parc des Moulin et le parc du Bois-de-Coulonge	1 661,37 \$
L'Étendard	Fabrication et livraison de bannières pour les entrées de la capitale ainsi que pour les parcs de la Commission	6 205,00 \$
Lieberman Tranchemontagne	Commande de nappes	1 894,84 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Service de design, graphisme et mise à jour graphique pour divers produits de la CCNQ	6 000,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Réalisation du rapport annuel et services de graphisme pour la réalisation de divers mandats	7 500,00 \$
Medisolution	Acquisition, implantation et support de trois modules au système Virtuo	23 275,00 \$
Meltwater	Solution veille médiatique et revue de presse	6 870,00 \$
Monette Express	Contrat à exécution sur demande – Services de manutention et de transport de marchandises pour la Commission de la capitale nationale du Québec	7 500,00 \$
Norton Rose Fulbright Canada LLP	Accompagnement juridique en droit du travail	15 000,00 \$
Pelouses Bio-Logiques inc.	Éradication sur demande des espèces nuisibles dans les parcs et espaces verts de la Commission	9 355,00 \$
Pépinière Lemay inc.	Achat de vivaces et d'arbustes pour le parc du Bois-de-Coulonge et le parc des Moulins	2 046,65 \$

8. CONTRATS

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

8. CONTRATS

Fournisseur	Objet du contrat	Montant
Protection incendie PC inc.	Entretien et inspection des extincteurs portatifs et des unités d'éclairage d'urgence des bâtiments de la Commission	8 982,85 \$
Publicité Maca inc.	Achat de stylos personnalisés "CCNQ" pour les réunions dans les espaces locatifs	2 780,00 \$
Ruigrok Flowerbulbs	Achat de bulbes d'automne pour le parc du Bois-de-Coulonge, le domaine Cataraqui et le parc des Moulins	5 148,18 \$
Scie à chaîne Lavoie ltée	Achat de petits moteurs et d'accessoires pour le parc des Moulins	1 511,95 \$
Sécuridard	Service de sécurité pour différents événements au domaine Cataraqui pour 2019-2020	4 736,00 \$
Sécuridard	Services d'agents de sécurité pour divers événements dans les espaces locatifs de la Commission	2 750,00 \$
Sécurité Landry inc.	Équipements spécialisés en arboriculture pour le parc des Moulins	1 309,65 \$
Serge Mantha	Services-conseils pour la planification du redressement de la situation du verger situé dans le parc du Bois-de-Coulonge	1 420,00 \$
Société québécoise des infrastructures	Entretien ménager supplémentaire les fins de semaine à l'Observatoire de la Capitale	2 311,16 \$
Solange Thivierge	Support, accompagnement et conseil des employés de la Commission affectés au secteur des parcs et espaces verts de la Commission	2 401,00 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement d'abonnement annuel licences Autocad	6 500,00 \$
SOQUIJ	Veille juridique	1 200,00 \$
Stantec Experts-conseils ltée	Services professionnels en électromécanique du bâtiment / Réfection de la toiture de la villa du domaine Cataraqui / Ingénierie en électromécanique pour la réfection de la toiture de la villa au domaine Cataraqui	8 700,00 \$
Strategia Conseil inc.	Service d'accompagnement en estimation et contrôle des coûts – Mise en valeur et conservation du site Cartier-Roberval	24 400,00 \$
Terexca	Réparation d'une fuite entre deux bornes fontaines au parc du Bois-de-Coulonge	8 903,00 \$
Tetra Tech QI inc.	Services en génie - Belvédère de la côte Sillery	18 254,18 \$
The Postcard Factory	Articles divers pour la revente à la boutique de l'Observatoire de la Capitale	3 329,00 \$
The Postcard Factory	Achat d'articles pour la revente à l'Observatoire de la Capitale	1 744,80 \$
The Postcard Factory	Achat d'articles pour la revente à l'Observatoire de la Capitale	3 415,00 \$
Tzanet Québec	Achat de matériel de restauration	4 114,33 \$
Véolia Es Canada services industriels inc.	Gestion des matières dangereuses dans les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	3 044,95 \$
Véolia Es Canada services industriels inc.	Ramassage des matières dangereuses au parc du Bois-de-Coulonge pour terminer le contrat 1920-03-050	1 250,00 \$
W. Brindamour inc.	Contrat à exécution sur demande -Inspection et entretien des systèmes de réfrigération de la Commission	5 750,00 \$

8. CONTRATS

Fournisseur	Objet du contrat	Montant
Wolseley Canada inc.	Achat de 2 pompes à chaudières pour le domaine Cataragui	1 853,02 \$

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : : <https://www.seao.ca/>.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1819-01-020 Services professionnels en archéologie – Site des Nouvelles-Casernes Phase 2	1) Artefactuel, coop de travail (135 912,04 \$) 2) Truelle et Cie inc. (155 965,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Artefactuel, coop de travail au montant de 135 912,04 \$.
1819-03-041 Services de nature technique Surveillance dans les parcs et les espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec - Contrat de 3 ans	1) Agence Ultime Sécurité (38 262,32 \$ pour un an), soit un contrat de 114 786,96 \$ pour 3 ans. 2) Neptune Security Services inc. (42 350,80 \$ / par année) 3) Groupe de sécurité Garda SENC (53 856,08 \$ / par année)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Ultime Sécurité au montant de 114 786,96 \$. Terme initial: 38 262,32 \$ 1re option: 38 262,32 \$ 2e option: 38 262,32 \$
1819-03-047 Services de nature technique Entretien paysager des aménagements de la promenade Samuel-De Champlain	Lot 1 1) Villéco inc. (380 971,25 \$) Lot 2 1) Villéco inc. (420 142,30 \$) Lot 3 1) Villéco inc. (279 931,22 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat (Lot 1) est octroyé à Villéco inc. au montant de 380 971,25 \$. Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat (Lot 2) est octroyé à Villéco inc. au montant de 420 142,30 \$. Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat (Lot 3) est octroyé à Villéco inc. au montant de 279 931,22 \$.
1819-07-001 Services professionnels Services professionnels en archéologie – Conservation et mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval	1) Del Degan, Massé et associés inc. (144 000,00 \$) 2) Truelle et Cie inc. (158 905,00 \$) 3) Groupe de recherches et d'études sur le Québec ancien (249 993,08 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Del Degan, Massé et associés inc. au montant de 144 000,00 \$.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1819-03-045 Services professionnels Diverses expertises structurales et civiles pour le maintien des actifs de la Commission de la capitale nationale du Québec	1) Tetra Tech QI inc. (138 849,55 \$) 2) WSP Canada inc. 3) LGT 4) FNX-Innov inc. 5) Cosigma structure inc. 6) GBI Experts conseils inc.	Évaluation par un comité de sélection tenu le 1 ^{er} mars 2019. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé uniquement sur une évaluation de la qualité, le contrat est octroyé au soumissionnaire qui obtient la plus haute note (profession tarifée) soit Tetra Tech QI inc.
1819-03-056 Construction Installation d’un système d’éclairage – Parc du Bois-de-Coulonge – Lot 2	1) Arthur Roussel inc. (380 995,00 \$) 2) Ardel Électrique inc. (483 683,98) 3) Voltec Ltée (597 674,00 \$) 4)Turcotte (1989) inc. (690 000,00 \$) 5) Construction Deric inc. (897 437,00 \$) 6) EGL Construction inc. (1 209 861,50 \$) 7) Terrassement Latulippe inc. (1 346 175,97 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Arthur Roussel inc. au montant de 381 270,00 \$.
1920-02-016 Services de nature technique Entretien ménager et aménagement des espaces locatifs de la Commission	1) Opus coop, coopérative de solidarité(Nettoieprêt, coopérative de solidarité) (135 397,00\$) 2) Maintenance Eureka Ltée (179 600,00\$) 3) Sogep (222 520,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Opus coop, coopérative de solidarité au montant de 135 397,90\$.
1920-03-013 Approvisionnement Fourniture et livraison de matériel d’éclairage pour les différents parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	1) Lumen, division de Sonepar Canada inc. (37 175,95 \$) 2) Guillevin International inc. (37 949,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Lumen, division de Sonepar Canada inc. au montant de 37 175,95 \$.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-03-020 Services de nature technique Entretien des systèmes de brumisateurs et de jets d'eau des quais des brumes et des flots à la Promenade Samuel de Champlain	1) Soucy Aquatik inc. (113 610,00 \$) 2) Av-Tech inc. (314 675,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Soucy Aquatik inc. au montant de 113 610,00 \$.
1920-03-058 Construction Services d'un entrepreneur en plomberie pour divers travaux d'entretien des bâtiments et des infrastructures de la Commission - Contrat de 3 ans	1) Laroche mécanique du bâtiment inc. (28 860,00 \$ pour un an), soit un contrat de 86 580,00 \$ pour 3 ans 2) Gabriel Miller inc. (29 000,00 \$ par année) 3) Dalcon (29 270,00 \$ par année) 4) Av-Tech inc. (30 160,00 \$ par année)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Laroche mécanique du bâtiment inc. au montant de 86 580,00 \$. Terme initial: 28 860,00 \$ 1re option: 28 860,00 \$ 2e option: 28 860,00 \$
1920-07-002 Construction Conservation du site archéologique Cartier-Roberval	1) Construction Couture & Tanguay inc. (197 152,74 \$) 2) Qualité Construction (CDN) ltée (259 259,00 \$) 3) Jean Leclerc Excavation inc. (333 311,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 197 152,74 \$.
1920-01-003 Construction Nouvelles-Casernes phase II - Travaux préparatoires aux blocs 4 à 7	1) Construction Couture & Tanguay inc. (153 840,00 \$) 2) Maçonnerie Dynamique ltée (210 970,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 153 840,00 \$.
1920-03-014 Services de nature technique Fourniture et plantation d’arbres et d’arbustes pour une bande végétale du Domaine Cataraqui	1) Les Entreprises MRA paysagistes inc. (77 375,89 \$) 2) Les Entreprises PNP inc. (80 298,50 \$) 3) La Cie de Parterres Portugais ltée (91 319,00 \$) 4) Les Cents Frontières inc. (91 500,00 \$) 5) Feuillages du Québec inc. (100 564,00 \$) 6) Paysagiste les Jardins d'Antoine inc. (104 844,00 \$) 7) Paradis aménagement urbain inc. (152 242,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises MRA paysagistes inc. au montant de 77 375,89 \$.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-03-024 Services de nature technique Déneigement des toitures des bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec	1) Toiture Ultratoit inc. (15 037,50 \$ / par année) 2) Les Entreprises MRA paysagistes inc. (19 250,00 \$ / par année) 3) Toitures Quatre-saisons inc. (35 270, 00 \$ / par année)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Toiture Ultratoit inc. au montant de 45 112,50 \$ soit 15 037,50 \$ par année.
1920-10-001 Services professionnels Services professionnels en architecture - Réfection de la toiture de la villa du domaine Cataraqui	1) St-Gelais Montminy & Associés Architectes s.e.n.c.r.l. (77 754,00 \$) 2) BGLA Architecture + Design Urbain	Évaluation par un comité de sélection tenu le 2 octobre 2019. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé uniquement sur une évaluation de la qualité, le contrat est octroyé au soumissionnaire qui obtient la plus haute note (profession tarifée) soit St-Gelais Montminy & Associés Architectes s.e.n.c.r.l.
1920-03-044 Services de nature technique Entretien des systèmes de brumisateurs et de jets d'eau du Quai-des-Brumes et du Quai-des-Flots à la promenade Samuel-De Champlain - Contrat de 3 ans	1) Soucy Aquatik inc. (109 000,00 \$ pour un an), soit un contrat de 327 000,00 \$ pour 3 ans 2) H2prO Québec (170 900,00 \$ par année) 3) Nordikeau inc. (244 695,00 \$ par année) 4) Av-Tech inc. (301 198,90 \$ par année)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Soucy Aquatik inc. au montant de 327 000,00 \$. Terme initial: 109 000,00 \$ 1re option: 109 000,00 \$ 2e option: 109 000,00 \$
1920-03-049 Construction Services de maçonnerie pour l'entretien des immeubles de la Commission	1) Maçonnerie Dynamique ltée (126 100,00 \$) 2) Maçonnerie Nouveau-Monde inc. (131 300,00 \$) 3) Atwill-Morin (Québec) (135 300,00 \$) 4) Briquetal ltée (146 250,00 \$) 5) Maçonnerie Rainville et Frères inc. (152 250,00 \$) 6) Gervais Jacques inc. (157 500,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Dynamique ltée au montant de 126 100,00 \$.

9. APPELS D’OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
1920-03-052 Construction Services de peinture et de finition pour l'entretien des immeubles de la Commission	1) Peinture Platinum inc. (112 741,50 \$) 2) Avalex (113 100,00 \$) 3) Dalcon inc. (118 607,50 \$) 4) Peinture Jimmy Racine inc. (120 552,50 \$) 5) Ronam construction inc. (131 250,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Peinture Platinum inc. au montant de 112 741,50 \$.
1920-07-003 Services professionnels Services professionnels en architecture et en ingénierie pour l'élaboration du projet de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval	1) Bisson et associés inc. (356 000 \$) 2) Lemay CO inc. 3) Lupien Matteau inc., Consortium Latéral et les Consultants Génie +	Évaluation par un comité de sélection tenu le 4 novembre 2019. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé uniquement sur une évaluation de la qualité, le contrat est octroyé au soumissionnaire qui obtient la plus haute note (profession tarifée) soit Bisson et associés inc.
1920-07-004 Services professionnels Services professionnels en architecture du paysage pour l'élaboration du projet de mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval	1) Option aménagement inc. (55 130,00 \$) 2) Stantec Experts conseils ltée (62 577,00 \$) 3) Hybride paysage (86 665,00 \$) 4) Aecom consultants inc. (89 450,00 \$) 5) Lemay CO inc. (108 730,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Option aménagement inc. au montant de 55 130,00 \$.
1920-10-003 Services professionnels Services professionnels en ingénierie pour la consolidation du mur de remblai au domaine Cataragui	1) Tetra tech QI inc. (94 336,95 \$) 2) WSP Canada inc.	Évaluation par un comité de sélection tenu le 3 décembre 2019. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé uniquement sur une évaluation de la qualité, le contrat est octroyé au soumissionnaire qui obtient la plus haute note (profession tarifée) soit Tetra Tech QI inc. Contrat octroyé pour un montant de 94 336,95 \$.

10. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

11. DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet :
 - 1) Implantation d'un logiciel de gestion de projets.
 - 2) Acquisition, implantation et supports pour 3 nouveaux modules au système existant Virtuo (compensation financière, ventilation budgétaire et paiement électronique)
- b) la nature du projet :
 - 1) Consiste à implanter le système et développer des rapports personnalisés pour les suivis de l'organisation.
 - 2) Consiste à optimiser les processus en utilisant davantage le système comptable Virtuo pour répondre aux besoins actuels et de modernisation.
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) : Non pertinent à l'étude des crédits
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :
 - 1) 170 105 \$
 - 2) 19 855 \$
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet : Non pertinent à l'étude des crédits
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total, et ventilés par année financière :
 - 1) 65 520 \$ en 2018-2019 et 43 872 \$ en 2019-2020
 - 2) 18 763 \$ en 2019-2020
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet : Non pertinent à l'étude des crédits

- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates : Non pertinent à l'étude des crédits
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :
 - 1) 64 %
 - 2) 94 %
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet : Non pertinent à l'étude des crédits
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;Non pertinent à l'étude des crédits
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;
Non applicable pour les infrastructures, mais en cours d'évaluation pour les outils de bureautique.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.
Aucun.

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_refere_nce/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf).
De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

12. DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES EN INFONUAGIQUE

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet
- b) la nature du projet
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu)
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

La réponse à cette question est incluse à la question 11.

13. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

a) Photocopie
Coût : 19 134 \$

b) Mobilier de bureau
Coût : 622 \$

c) Ameublement
Coût : 16 309 \$

d) Décoration et embellissement
Coût : Aucun

e) Distributeur d'eau de source
Coût : 393 \$

f) Remboursement des frais de transport
g) Remboursement des frais d'hébergement
h) Remboursement des frais de repas

Coût : 12 512 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Coût total pour f) g) h)

i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes
Coût : Aucune dépense.

j) Participation à des congrès et colloques
Coût : 1 502 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 12 150 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

14. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 ventilé par mois de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs; Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) le nombre de minutes utilisées; Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil. Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Téléphones cellulaires utilisés

Nombre de téléphones cellulaires :	35
Coût d'acquisition :	0 \$
Coût d'utilisation :	10 410 \$
Coût des contrats téléphoniques :	10 261 \$
Nom des fournisseurs :	Rogers et TELUS
Nombre de minutes utilisées :	49 868

Nombre de téléavertisseurs utilisés :	0
---------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables utilisés :	3 tablettes et 10 ordinateurs portables
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables) :	1 452 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

15. EFFECTIFS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :

a) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

b) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

d) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

e) **Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :**

– **Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

15. EFFECTIFS

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la *Loi sur l’accès*. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la *Loi sur l’accès*.

j) L’évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

k) L’évolution du nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Il n’y a pas de postes qualifiés d’experts et émérites à la Commission.

l) Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

m) Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie d’emploi	2019-2020
Personnel d’encadrement	4
Personnel professionnel	21
Techniciens	21
Personnel de bureau	3
Ouvriers	7
Autres (personnel des services à la clientèle)	27
TOTAL ⁽¹⁾	83

(1) L’ensemble du personnel de la Commission travaille dans la région de la Capitale-Nationale.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires / Le nombre d’employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d’employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

15. EFFECTIFS

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Au net, un (1) poste a été aboli en 2019-2020.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Trois (3) postes, équivalant à 2,6 ETC sont vacants dans l'organisation au 31 mars 2020.

16. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :

- a) **Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

Non applicable.

- c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.**

Veillez référer à la réponse de la question 16 a).

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Deux personnes.

17. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse.

EM PLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2019 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2019 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).
<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

18. AMÉNAGEMENT SCT, CABINET

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Non applicable à la Commission.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

19. AMÉNAGEMENT SCT, CABINET

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

La réponse à cette question est incluse à la question 18.

20. MEMBRES DU CABINET

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description des tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Ne s'applique pas.

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Ne s'applique pas.

22. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

Aucun, puisque la Commission est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la Loi sur la fonction publique.

23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

Aucun, puisque la Commission est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la Loi sur la fonction publique.

24. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d’âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

25. POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE BUREAUX RÉGIONAUX

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question est fournie en 15 q). Tous les postes sont situés dans la région de la Capitale-Nationale.

26. EFFECTIFS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI BUREAUX RÉGIONAUX

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

L’ensemble du personnel de la Commission travaille dans la région de la Capitale-Nationale. L’effectif par catégorie d’emploi est présenté à la question 15 m).

27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l’organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l’assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

Aucun.

28. ABONNEMENTS SCT

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.							
Publication	Coût			Publication	Coût		
	\$	Papier	Électronique		\$	Papier	Électronique
Juridique – Soquij	600,00 \$		✓	Intérêt général – Journal de Québec (édition électronique) – Flickr pro (2 ans)	89,99 \$ 133,98 \$		✓
Finances – Manuel de comptabilité secteur public	115,00 \$		✓				
Histoire et patrimoine Cap-aux-Diamants (2 ans)	60,00 \$		✓				

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)	
Aucun.	

29. ABONNEMENTS SCT, CABINET

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

La réponse à cette question est incluse à la question 28.

30. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune.

31. SITE INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

2019-2020	
a) Nom du site Web :	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :	Commission : Ixmédia Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site :	
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	<u>Ixmédia</u> Hébergement sites Commission et Observatoire (contrat 1819-04-001) : 780 \$ Excédent hébergement : 48 \$ Entretien sites Commission et Observatoire : 30 068 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte :	Ne s'applique pas.
f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :	Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
g) Fréquence moyenne de mise à jour :	En continu.
h) Responsable du contenu sur le site :	Service des communications et de la promotion : – Mélodie Verreault, coordonnatrice aux communications et à la promotion – Josyca Mercier, conseillère en marketing
i) Noms de domaines réservés :	domainecatarqui.com domainecatarqui.ca domainecatarqui.org observatoirecapitale.org observatoirecapitale.com observatoirecapitale.org
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines avec GoDaddy:	158,18 \$
k) Coûts liés au renouvellement de certificat de sécurité (SSL) avec GoDaddy	www.observatoirecapitale.com : 99,99 \$ pour 1 an

32. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

Veuillez référer à la réponse de la question 8.

33. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;**
- b) les personnes rencontrées;**
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
- d) les raisons du déplacement;**
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- f) les coûts ventilés**
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

Ne s'applique pas.

34. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :

- a) le détail des mandats;**
- b) le coût (déplacements, etc.);**
- c) le nombre de ressources affectées;**
- d) le nombre de rencontres;**
- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
- f) l’objet;**
- g) les dates.**

Ne s’applique pas.

35. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

36. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCES

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

37. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

38. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2020-2021.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 de la Commission.

39. PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. TRANFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

41. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – SCT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement n’a été versée en 2019-2020.

42. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – CABINET

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l’année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s’applique pas.

43. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATION DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune allocation de transition n’a été versée en 2019-2020.

44. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

45. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l’organisme.**

Il n’y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

46. DÉPLACÉS DE LEUR FONCTION SUITE AUX CHANGEMENTS DE GOUVERNEMENT

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

47. RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2020-2021 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

48. INITIATIVES OU MAJORATION PROGRAMMES EXISTANTS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

49. ETC PLAN NORD

Nombre d’employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l’année 2019-2020 seulement.

50. BUDGET PLAN NORD

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

51. ETC STRATÉGIE MARITIME

Nombre d’employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

52. BUDGET STRATÉGIE MARITIME

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

53. PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

54. PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

55. PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

56. CONTRATS SERVICE JURIDIQUE

Les sommes allouées à l’externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l’externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par le ministère de la Justice durant l’année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

57. DÉPENSES EN INFORMATIQUE ET EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

Les informations sont disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI).

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 10.

58. MASSE SALARIALE

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

59. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministres et organismes.

60. LISTE DE TOUS LES RAPPORTS, ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ENQUÊTES

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

61. COTISATION À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Association	Dépense totale
Association accès à la protection de l’information (A.A.P.I.)	220,00 \$
Chambre de commerce et d’industrie de Québec	403,00 \$
École nationale d’administration publique	350,00 \$
Fédération des transporteurs par autobus	315,00 \$
Office du tourisme de Québec	1 530,00 \$
Société des attractions touristiques	781,00 \$

62. RENCONTRES DIVERSES

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

63. RENCONTRES IMPORTANTES GOUVERNEMENT

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature, auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) la date;**
- b) la nature;**
- c) les participants;**
- d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

64. SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) la date;**
- b) la nature;**
- c) les questions posées;**
- d) les réponses;**
- e) la firme retenue;**
- f) les coûts.**

Aucun.

65. POLITIQUE JEUNESSE QUÉBEC

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Aucune.

66. TRANSFERT D’EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION

Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

67. RECONNAISSANCE DES ACQUIS – PERSONNES IMMIGRANTES

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

68. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s’il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l’article 29 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l’existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l’efficacité d’un programme, d’un plan d’action ou d’un dispositif de sécurité destiné à la protection d’un bien ou d’une personne.

69. POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Aucune

70. DÉPENSES PUBLICITAIRES – MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET INTERNET

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**

Dans la dernière année, aucune dépense publicitaire n’a été effectuée dans les médias communautaires (0%).

- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Le pourcentage des dépenses réalisés sur Internet et les médias sociaux (8 429,47 \$) de l’ensemble des dépenses en publicité et en articles promotionnels (74 341 \$) se situe à 11,3 %.

71. ENQUÊTE NATIONALE – FEMMES ET FILLES AUTOCHTONES

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

72. SUIVI DE RECOMMANDATIONS – COMMISSION DES AUTOCHTONES

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d’enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

73. PLAN D’ACTION – PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du plan d’action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

74. PLAN D’ACTION – PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du plan d’action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

75. POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d’action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

76. PLAN D’ACTION – CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS

**Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 :
« Contre la violence conjugale, Agissons ».**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

77. STRATÉGIE D’ACTION – ENSEMBLE NOUS SOMMES LE QUÉBEC

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d’action en matière d’immigration, de participation et d’inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

78. STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MAIN D’ŒUVRE 2018-2023

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main d’œuvre 2018-2023.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

79. PLAN D’ACTION – UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d’action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

80. CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

81. ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de l’électrification des transports.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

82. RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

83. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2023

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

84. AUTORISATION ARTICLE 17, LOI SUR LES CONTRATS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Nom du fournisseur :	St-Gelais Montminy et associés architectes		
Objet du contrat :	Services professionnels pour la consolidation du bâtiment des nouvelles casernes phase 1		
Montant accordé :	Initial	555 305,00 \$	
	Avenant	89 120,05 \$	
	Total	644 425,00 \$	

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

85. CONTRATS CABINET

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Ne s’applique pas.

86. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information
- c) le nombre total de demandes reçues
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la loi invoqués pour le refus)
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** de la Commission.

87. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Comité	Composition	Mandat
COMITÉ DE GOUVERNANCE, D'ÉTHIQUE ET DE RESSOURCES HUMAINES	<ul style="list-style-type: none">– Mme Diane Blanchette, direction générale et artistique de Diffusion culturelle de Lévis– M. Barry Holleman, conseiller d'affaires principal chez Inno-centre– 1 poste est vacant	<p>GOUVERNANCE</p> <ul style="list-style-type: none">– Supporter le conseil d'administration dans l'amélioration continue d'une gouvernance basée sur des principes d'efficacité, de transparence et d'imputabilité;– Recommander au conseil d'administration l'adoption de nouvelles pratiques de gouvernance et l'optimisation de celles en vigueur;– Assurer une veille des dossiers de la Commission en matière de gouvernance et de responsabilité collective. <p>ÉTHIQUE</p> <ul style="list-style-type: none">– Exercer un rôle-conseil en ce qui concerne l'application et l'interprétation du Code d'éthique et de déontologie applicable aux administrateurs de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès du conseil d'administration et du président et directeur général;– Recommander au conseil d'administration l'adoption de modifications à la présente politique afin de respecter les nouvelles dispositions légales ou les tendances de saine gestion;– Procéder aux enquêtes sur les plaintes en éthique et déontologie en vertu de la réglementation interne et produire une recommandation pour le conseil d'administration;– Assurer une veille des dossiers de la Commission en matière d'éthique. <p>RESSOURCES HUMAINES</p> <ul style="list-style-type: none">– Exercer un rôle de vigie en lien avec les principaux dossiers concernant la gestion des ressources humaines de la Commission et en informer le conseil d'administration;– Supporter l'élaboration et la révision des différentes politiques et directives visant la gestion des ressources humaines et soutenir les recommandations formulées au conseil d'administration.

87. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

Comité	Composition	Mandat
COMITÉ CONSULTATIF SUR L'AMÉNAGEMENT, LE PATRIMOINE ET LA COMMÉMORATION	<ul style="list-style-type: none">– Mme Johanne Brochu, professeure agrégée à l'École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional de l'Université Laval– Mme Chantale Émond, directrice de la Division arts et patrimoine du Service de la culture et des relations internationales – Ville de Québec– M. David Gagné, historien – Ville de Lévis– M. Steeve Gros-Louis – représentant du conseil d'administration– M. Jean Guyard – représentant du conseil d'administration– M. André Juneau – représentant du conseil d'administration (président)– M. Louis Lesage, directeur du bureau du Nionwentsio au Conseil de la Nation huronne-wendat– M. Martin Pineault, directeur général du patrimoine et des immobilisations au ministère de la Culture et des Communications– M. Marc Richard, géographe – Commission de toponymie– M. Érick Rivard, architecte associé et designer urbain – Groupe A / Annexe U– M. Bernard Saint-Denis, professeur agrégé – École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal– M. Serge Viau, urbaniste– M. Jacques White, professeur titulaire et directeur de l'École d'architecture de l'Université Laval	<ul style="list-style-type: none">– Conseiller la Commission de la capitale nationale du Québec (Commission) sur ses orientations en matière d'aménagement, de design et d'architecture sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec, incluant les modalités de leur mise en œuvre;– Conseiller la Commission sur ses orientations et sa politique de commémoration sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec, incluant les modalités de mise en œuvre de la politique, notamment quant aux sujets, aux moyens et aux lieux de commémoration;– Formuler des avis sur les projets d'aménagement et de commémoration que lui soumet la Commission;– Réaliser tout mandat d'analyse confié par le conseil d'administration;– Soumettre à la Commission toute autre recommandation jugée pertinente.

87. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

Comité	Composition	Mandat
COMITÉ EXÉCUTIF	<ul style="list-style-type: none">– M. Pierre Dolbec, président et chef de la direction, Dolbec international Inc., président du comité– M. Alain Girard, président de l’Hôtel Château Laurier Québec et de l’Hôtel Château Bellevue– Mme Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale (assiste d’office)– M. Patrick St-Hilaire, associé et membre de l’équipe de direction à titre de vice-président développement des affaires chez Nexapp	<ul style="list-style-type: none">– Voir à l’application des décisions du conseil d’administration et supporter le président et directeur général dans la réalisation des opérations de la Commission;– Approuver toute décision ayant une incidence financière entre 100 000 \$ et 499 999 \$ et qui exige une prise en charge entre les séances du conseil d’administration;– Prendre toute action jugée utile pour répondre à une situation exceptionnelle et urgente.
COMITÉ DE VÉRIFICATION	<ul style="list-style-type: none">– M. Pierre Dolbec, président et chef de la direction, Dolbec international Inc., président par intérim du comité– M. André Juneau, retraité– M. Barry Holleman, conseiller d’affaires principal chez Inno-centre– Mme Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale (assiste d’office)– M. Jean-Guy Poulin, associé au sein d’un des plus importants bureaux de comptables au Québec	<ul style="list-style-type: none">– Assister le conseil d’administration dans l’exercice de ses responsabilités, notamment quant à la présentation fidèle de l’information financière;– S’assurer d’une reddition de comptes valable des administrateurs et des dirigeants de la Commission, et ce, auprès des autorités compétentes et du public;– Améliorer la communication de l’information financière entre le conseil d’administration et les dirigeants de l’organisation.

88. ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ – PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES, ETC.

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

89. ACTES RÉPRÉHENSIBLES

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d’actes répréhensibles reçues, le nombre d’enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d’actes répréhensibles visée à l’article 4 de la Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019-2020 du Protecteur du citoyen.

90. BUDGET CARBONE

Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère.
- b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés.
- c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.
 - i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
- d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
- e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
- f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

91. EFFECTIFS GESTION FONDS VERT

Veillez fournir le nombre d’effectifs attitrés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère ou de l’organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

92. POSTES OUVERTS ET COMBLÉS

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d’emploi présente au sein du ministère.

La réponse à cette question est incluse à la question 15 m).

93. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
- b) Heures de stages effectués**
- c) Rémunération totale déboursée.**

Aucun stage rémunéré n’a été offert à la Commission en 2019-2020.

94. VÉHICULES

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;**
- b) le type de véhicules;**
- c) le nombre de véhicules hybrides;**
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;**
- e) e) le nombre de véhicules électriques.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.